

## 11.1 Principaux indicateurs économiques

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un ralentissement de l'activité chinoise. Dans les économies avancées, la croissance reste robuste. Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014. La croissance britannique reste allante mais ralentit. En revanche, la reprise demeure modeste au Japon, après avoir marqué le pas l'année précédente. Dans la zone euro, la reprise se confirme. Notamment, la baisse des taux d'intérêt qu'entraîne la politique monétaire non conventionnelle de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, particulièrement en Europe du Sud, et participe à l'homogénéisation des rythmes de croissance des principales économies de la zone.

La croissance de l'économie française s'affermi en 2015 : en volume, le **produit intérieur brut (PIB)** progresse de 1,3 %, après + 0,6 % en 2014. Alors que le **revenu disponible brut des ménages (RDB)** progresse de 1,4 % en valeur, leurs dépenses de consommation finale augmentent de 1,3 %. Leur **taux d'épargne** croît donc très légèrement, pour s'établir à 14,5 % en 2015. Le **pouvoir d'achat** du RDB connaît sa plus forte hausse (+ 1,6 %) depuis 2009, en raison du dynamisme des revenus d'activité et des prestations sociales en espèces, mais aussi de la baisse des prix. Les **dépenses de consommation finale des ménages** accélèrent de nouveau en 2015 (+ 1,5 % en volume, après + 0,7 % en 2014). La consommation

des **administrations publiques (APU)** augmente un peu plus vite qu'en 2014 en volume. L'**investissement** des entreprises accélère en volume pour la troisième année consécutive (+ 2,8 %, après + 1,6 % en 2014). Au total, l'investissement des entreprises et leur comportement de stockage contribuent à hauteur de + 0,5 point à la croissance du PIB, après + 0,9 point en 2014.

En 2015, les **importations** continuent de progresser plus vite que les **exportations**, de sorte que la contribution des échanges extérieurs à la croissance est de nouveau négative.

Les dépenses de rémunération versées par les **sociétés non financières (SNF)** à leurs salariés augmentent de 1,6 % en valeur en 2015, soit un rythme plus lent que celui de leur **valeur ajoutée** (+ 2,4 %). La montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) compensant en grande partie la hausse de la rémunération des salariés, l'essentiel de la croissance de la valeur ajoutée se répercute sur l'**excédent brut d'exploitation**. Celui-ci s'accroît de 6,1 % (après + 2,2 % en 2014). Le **taux de marge** des sociétés non financières progresse de ce fait nettement pour s'établir à 31,4 %. C'est la deuxième année de hausse, après le point bas enregistré en 2013 (29,9 %). L'épargne des sociétés non financières croît fortement en 2015 (+ 16,7 %). En conséquence, leur **taux d'autofinancement** progresse très sensiblement (+ 10,3 points) pour atteindre 86,4 %. ■

### Définitions

**Pouvoir d'achat** : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

**Taux de marge** : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

**Taux d'investissement** : rapport de l'investissement à la valeur ajoutée.

**Administrations publiques (APU), dépense de consommation finale des ménages, excédent brut d'exploitation (EBE), exportations de biens et de services, importations de biens et de services, investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), produit intérieur brut (PIB), revenu disponible brut des ménages (RDB), revenu mixte, sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, valeur ajoutée** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « En 2015, le PIB en volume augmente de 1,3 % », *Informations rapides* n° 127, Insee, mai 2016.
- « Les comptes de la Nation en 2015 – le PIB et le pouvoir d'achat des ménages accélèrent, l'investissement se redresse », *Insee Première* n° 1597, mai 2016.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

# Principaux indicateurs économiques 11.1

## Produit intérieur brut selon 3 approches

en milliards d'euros

	2010	2011	2012	2013 (r)	2014 (r)	2015
<b>Produit intérieur brut (approche production)</b>	1 998,5	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 140,0	2 181,1
Valeur ajoutée brute au prix de base	1 801,0	1 849,5	1 873,5	1 897,9	1 917,7	1 949,8
+ Impôts sur les produits	213,2	225,5	230,3	234,6	240,2	250,1
- Subventions sur les produits	- 15,7	- 15,7	- 16,8	- 17,3	- 17,9	- 18,8
<b>Produit intérieur brut (approche demande)</b>	1 998,5	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 140,0	2 181,1
Dépense de consommation finale	1 598,2	1 634,1	1 659,3	1 683,2	1 700,8	1 723,4
+ Formation brute de capital	437,9	478,0	472,6	471,9	481,7	487,7
+ Exportations de biens et de services	520,5	572,6	595,2	605,1	619,5	654,9
- Importations de biens et de services	- 558,1	- 625,3	- 640,2	- 645,0	- 662,0	- 685,0
<b>Produit intérieur brut (approche revenus)</b>	1 998,5	2 059,3	2 086,9	2 115,3	2 140,0	2 181,1
Rémunération des salariés	1 040,2	1 068,9	1 092,4	1 107,7	1 122,3	1 136,8
+ Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	708,5	721,2	718,0	721,7	734,7	757,9
+ Impôts sur la production et les importations	295,1	312,8	321,7	330,8	338,8	349,8
- Subventions	- 45,3	- 43,7	- 45,2	- 45,0	- 55,9	- 63,5

Note : en euros courants.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

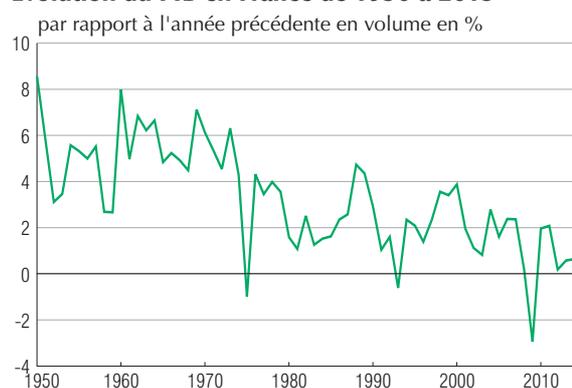
en euros courants par habitant

	2014 (r)	2015
Produit intérieur brut	32 312	32 796
Revenu disponible brut des ménages <sup>1</sup>	20 125	20 330
Dépense de consom. individuelle des ménages	17 227	17 382
Épargne brute des ménages	2 898	2 948
Capacité de financement des ménages	1 048	1 122

1. Y c. entreprises individuelles.

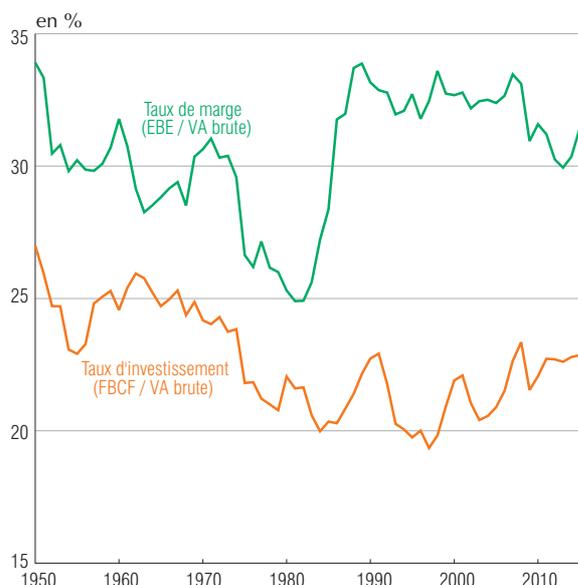
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Évolution du PIB en France de 1950 à 2015



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières de 1950 à 2015



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

## PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE

	2014 (r)	2015		2014 (r)	2015
Allemagne	126	125	Lettonie	64	64
Autriche	129	127	Lituanie	75	74
Belgique	118	117	Luxembourg	266	271
Bulgarie	47	46	Malte	86	89
Chypre	82	81	Pays-Bas	131	129
Croatie	59	58	Pologne	68	69
Danemark	125	124	Portugal	78	77
Espagne	91	92	Rép. tchèque	84	85
Estonie	76	74	Roumanie	55	57
Finlande	110	108	Royaume-Uni	109	110
<b>France</b>	<b>107</b>	<b>106</b>	Slovaquie	77	77
Grèce	73	71	Slovénie	82	83
Hongrie	68	68	Suède	123	123
Irlande	134	145	<b>UE</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Italie	96	95			

Champ : les chiffres sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page  
Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération <sup>1</sup> 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		Pondération <sup>1</sup> 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	Transport	1 504	-1,5	-1,1
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 801</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Éducation	23	1,5	1,2
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.  
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Note : base 100 en 2015.  
Champ : ensemble des ménages.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

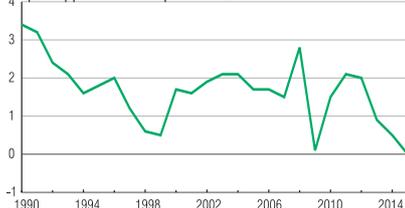
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
<b>France</b>	<b>0,3</b>	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	<b>Zone euro</b>	<b>0,2</b>
Irlande	0,2	<b>UE</b>	<b>0,2</b>
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales